**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL**

Conseil du **21 juin 2021**

Délibération n° 2021-0630

commission principale : urbanisme, habitat, logement et politique de la ville

commission (s) consultée (s) pour avis :

commune (s) : Lyon 7°

objet : Développement économique - Biodistrict Lyon Gerland - Annulation et modification, à titre gratuit, des servitudes grevant les parcelles métropolitaines situées avenue Jean Jaurès

service : Délégation Urbanisme et mobilités - Direction foncier et immobilier

Rapporteur : Madame la Vice-Présidente Vessiller

Président : Madame Emeline Baume

Nombre de conseillers en exercice au jour de la séance : 150

Date de convocation du Conseil : vendredi 4 juin 2021

Secrétaire élu : Madame Sophia Popoff

Affiché le : mercredi 23 juin 2021

Présents : M. Bernard, Mmes Baume, Vessiller, M. Payre, Mme Picard, M. Kohlhaas, Mme Geoffroy, M. Van Styvendael, Mme Vacher, M. Artigny, Mme Khelifi, M. Athanaze, Mme Moreira, M. Bagnon, Mme Groperrin, M. Camus, Mme Hemain, M. Longueval, Mme Boffet, M. Blanchard, Mme Petiot, M. Guelpa-Bonaro, Mmes Dromain, Arthaud, Asti-Lapperrière, Augey, MM. Azcué, Badouard, Barge, Barla, Mme Benahmed, MM. Blache, Blein, Mmes Borbon, Bouagga, M. Boumertit, Mme Bramet-Reynaud, M. Bréaud, Mme Brossaud, M. Brumm, Mme Brunel Vieira, MM. Bub, Buffet, Mmes Burrucand, Cabot, Cardona, Chadier, MM. Chambon, Charmot, Mme Charnay, MM. Chihi, Cochet, Cohen, Mmes Coin, Collin, MM. Collomb, Corazzol, Mmes Corsale, Crédoz, Crespy, Creuze, Croizier, MM. Da Passano, Dalby, David, Debû, Mmes Dehan, Delaunay, MM. Devinaz, Doucet, Mmes Dubois Bertrand, Dubot, Edery, El Faloussi, Etienne, Fautra, Fontaine, Fontanges, Fournillon, Fréty, Frier, MM. Galliano, Gascon, Mme Georgel, MM. Geourjon, Girard, Mme Giromagny, MM. Godinot, Gomez, Grivel, Groult, Mmes Guerin, Jannot, MM. Kabalo, Kimelfeld, Mme Lagarde, MM. Lassagne, Le Faou, Mme Lecerf, MM. Legendre, Lungenstrass, Maire, Marguin, Marion, Millet, Mône, Monot, Mme Nachury, M. Novak, Mme Panassier, M. Pelaez, Mme Percet, M. Perez, Mme Perrin-Gilbert, M. Petit, Mme Picot, M. Pillon, Mme Popoff, M. Portier, Mmes Pouzergue, Prost, MM. Quiniou, Rantonnet, Ray, Mmes Reveyrand, Roch, M. Rudigoz, Mmes Runel, Saint-Cyr, Sarselli, Sechaud, MM. Seguin, Sellès, Mme Sibeud, MM. Smati, Thevenieau, Uhlrich, Vergiat, Vieira, Vincendet, Vincent, Mmes Vullien, Zdorovtsoff.

Absents excusés : MM. Ben Itah, Benzeghiba (pouvoir à M. Longueval), Mme Burillon (pouvoir à Mme Vullien), MM. Diop (pouvoir à M. Legendre), Doganel (pouvoir à M. Chambon), Mmes Dupuy (pouvoir à M. Vincendet), Subaï (pouvoir à M. Guelpa-Bonaro).

Conseil du 21 juin 2021**Délibération n° 2021-0630**

commission principale : urbanisme, habitat, logement et politique de la ville

commune (s) : Lyon 7°

objet : **Développement économique - Biodistrict Lyon Gerland - Annulation et modification, à titre gratuit, des servitudes grevant les parcelles métropolitaines situées avenue Jean Jaurès**

service : Délégation Urbanisme et mobilités - Direction foncier et immobilier

Le Conseil,

Vu le rapport du 2 juin 2021, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

I - Contexte

La société Pralong projette de construire, sur un tènement situé à l'angle de l'avenue Tony Garnier et de l'avenue Jean Jaurès à Lyon 7°, un ensemble immobilier tertiaire comprenant 3 bâtiments : 2 bâtiments à usage de bureaux dénommés Tertiaire nord et Tertiaire est d'une surface de plancher (SDP) globale de 18 544 m² et un bâtiment dénommé Académie d'une SDP de 10 626 m² à usage de bureaux et destiné à accueillir le campus de formation de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

Ce projet a pour assiette foncière les parcelles cadastrées CD 51, CD 139, CD 141, CD 143, CD 145 et CD 147, propriété de la société Pralong, ainsi que les deux parcelles métropolitaines cadastrées CD 251 et CD 146 dont la vente à la société a été approuvée par décision de la Commission permanente n° CP-2021-0532 du 26 avril 2021.

Pour la bonne réalisation de son projet, la société Pralong a sollicité de la Métropole de Lyon l'annulation et la modification des servitudes constituées entre certaines parcelles susvisées.

II - Annulation et modification des servitudes

Par la présente délibération, il est proposé d'annuler et de modifier les servitudes existantes grevant les parcelles métropolitaines.

Aux termes d'un acte en date du 19 avril 1993, il a été constitué une servitude perpétuelle de non-constructibilité dite "de cour commune" ayant pour fonds servant la parcelle cadastrée CD 139 et pour fonds dominant la parcelle cadastrée CD 52 dont sont issues notamment les parcelles métropolitaines cadastrées CD 251 et CD 252 (servitude matérialisée en pointillé sur le plan ci-annexé).

La société Pralong a déclaré que son projet de construction empiétait sur la surface de cette servitude et que cette dernière ne se justifiait plus du fait que le bâtiment pour laquelle la servitude a été constituée n'a finalement jamais été construit. Les parties ont donc convenu de renoncer définitivement à l'exercice de cette servitude et à procéder à son annulation pure et simple, sans indemnités de part et d'autre.

Aux termes d'un acte en date des 18 et 21 novembre 2011, afin de permettre l'accès, depuis la voie publique, à la parcelle cadastrée CD 252, il a été constitué une servitude de passage de véhicules et piétons sur la parcelle cadastrée CD 251 (servitude matérialisée en barrière sur le plan ci-annexé). Il avait été convenu que cette servitude serait temporaire et supprimée par la Communauté urbaine de Lyon dès lors que la parcelle CD 251 serait affectée à un projet de construction. Les fonds servant et dominant sont devenus depuis la propriété de la Métropole de sorte que la servitude s'est éteinte en application de l'article 705 du code civil. La Métropole renonce à l'exercice de cette servitude.

Aux termes d'un acte en date du 19 avril 1993, il a été constitué, afin de permettre l'accès depuis la voie publique à la parcelle CD 139 notamment (fonds dominant propriété de la société Pralong), une servitude de passage à tous usages, limitée à une hauteur de 5 m avec pour fonds servant les parcelles métropolitaines

actuellement cadastrées CD 251, CD 252, CD 253, CD 254, CD 186, CD 189, CD 190, CD 191, CD 192 issues de la division parcellaire de la parcelle cadastrée CD 52 (servitude matérialisée en hachuré de gauche à droite sur le plan ci-annexé). Devenue sans objet et la société Pralong déclarant que le maintien de cette servitude n'est pas nécessaire dans le cadre de la réalisation de son programme de construction, les parties ont convenu de renoncer définitivement à l'exercice de cette servitude et de procéder à son annulation pure et simple, sans indemnités de part et d'autre.

Aux termes d'un acte en date des 18 et 21 novembre 2011, la parcelle métropolitaine cadastrée CD 251 est grevée d'une servitude de passage en surface pour les véhicules et les piétons et en tréfonds pour le passage des réseaux, afin de permettre la desserte depuis la voie publique de la parcelle CD 252 appartenant également à la Métropole (servitude matérialisée hachuré de droite à gauche sur le plan ci-annexé). La parcelle CD 251 étant en cours d'acquisition par la société Pralong auprès de la Métropole, les parties ont convenu de modifier cette servitude et de limiter l'exercice de celle-ci afin qu'elle autorise uniquement le passage des réseaux en tréfonds. La servitude de passage des véhicules et piétons est supprimée, la parcelle CD 252 étant desservie en surface, à l'est, par les parcelles cadastrées CD 254 et CD 253.

Ces modifications de servitude sont consenties sans aucune indemnité.

Les frais liés à l'établissement de l'acte notarié seront à la charge de la société Pralong ;

Vu ledit dossier ;

Ouï l'avis de sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville ;

DELIBERE

1° - Approuve l'annulation et la modification, à titre gratuit, au profit de la société Pralong, des servitudes grevant les parcelles métropolitaines situées avenue Jean Jaurès à Lyon 7°.

2° - Autorise le Président de la Métropole à accomplir toutes démarches et à prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 23 juin 2021.